



CONFÉRENCE DES PRÉFETS
DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Pour diffusion immédiate **Communiqué de presse**

Déficit fiscal de l'Abitibi-Témiscamingue :

Les préfets de l'Abitibi-Témiscamingue dénoncent l'indifférence du gouvernement

Abitibi-Témiscamingue, le 25 août 2025 – Trois mois après la présentation d'une étude révélant un déséquilibre fiscal estimé entre 666 M\$ et 822 M\$, la Conférence des préfets de l'Abitibi-Témiscamingue (CPAT) déplore le silence assourdissant du gouvernement du Québec. Malgré l'envoi de demandes formelles adressées à plus d'une quinzaine de ministères et d'organismes afin de discuter des constats et envisager des pistes de solutions concrètes, seulement quatre d'entre eux ont donné suite. Un silence qui témoigne d'un manque flagrant de considération pour l'Abitibi-Témiscamingue et pour sa population.

Ce mutisme gouvernemental s'avère d'autant plus préoccupant qu'il survient à l'aube d'un remaniement ministériel imminent et alors que la région ne compte plus de représentant issu de l'Abitibi-Témiscamingue au Conseil des ministres depuis 2022. Les préfets estiment qu'il est impératif que la région retrouve une voix directe au sein du gouvernement afin que ses réalités et priorités puissent être pleinement prises en compte.

« Le silence du gouvernement démontre, une fois de plus, à quel point notre région est traitée de façon inéquitable et reléguée au second plan. Ce n'est pas normal de n'avoir aucun retour tangible. La courtoisie élémentaire n'est même pas au rendez-vous, une démonstration d'un manque de volonté et de courage. Québec doit comprendre qu'on mérite mieux! Nous contribuons massivement à l'économie du Québec, mais nous faisons face à un sous-financement chronique qui freine notre essor, affaiblit notre attractivité et compromet notre avenir démographique. Le statu quo n'est plus acceptable », déclare Jaclin Bégin, président de la Conférence des préfets de l'Abitibi-Témiscamingue et préfet de la MRC d'Abitibi-Ouest.

Les préfets voient également dans cette absence de dialogue le symptôme d'un désintérêt plus large et considérablement documenté dans l'étude du printemps dernier. Celle-ci révélait que seulement 20 % des investissements de la région proviennent du secteur public, contre 80 % du secteur privé, une réalité qui contraste fortement avec la répartition observée à

Montréal, nettement plus équilibrée.

État des demandes de rencontre

Ministère, chefs et organismes publics	Réponse
Ministère de l'Enseignement supérieur	Rencontre à venir
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation	Rencontre à venir
Ministère de la Famille	Rencontre à venir
Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration	Rencontre à venir
M. François Legault, premier ministre du Québec	En attente d'un retour
M. Jean Boulet, ministre responsable de la région de l'Abitibi-Témiscamingue	En attente d'un retour
Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie	En attente d'un retour
Sports et Loisirs	En attente d'un retour
Ministère de l'Éducation	En attente d'un retour
Ministère de la Santé	En attente d'un retour
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	En attente d'un retour
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	En attente d'un retour
Ministère de la Justice	En attente d'un retour
Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs	En attente d'un retour
Ministère des Finances	En attente d'un retour
Société québécoise des infrastructures	En attente d'un retour
Hydro-Québec	En attente d'un retour

Partis d'opposition à Québec	
Monsieur Paul St-Pierre Plamondon, chef du Parti québécois	En attente d'un retour
Monsieur Pablo Rodriguez, chef du Parti libéral du Québec	En attente d'un retour
Madame Ruba Ghazal, co-porte-parole de Québec solidaire	En attente d'un retour
Monsieur Guillaume Cliche-Rivard, co-porte-parole par intérim de Québec solidaire	En attente d'un retour
Gouvernement fédéral	
L'honorable Mandy Gull-Masty, députée libérale de Abitibi—Baie—James—Nunavik—Eeyou	En attente d'un retour

Faits saillants de l'étude

- Le déficit fiscal annuel est estimé entre 666 M\$ et 822 M\$, selon les méthodologies :
 - En 2023, la région a reçu entre 893 M\$ et 1 049 M\$ en dépenses et transferts du gouvernement du Québec sur un budget de 63,5 G\$.
 - Les entreprises privées de l'Abitibi-Témiscamingue génèrent 1 715 M\$ en revenus fiscaux pour le gouvernement du Québec.
- Ce déficit fiscal pourrait atteindre 6,7 G\$ sur 10 ans.
- Les activités du secteur privé dans la région génèrent plus de 10 G\$ en retombées économiques pour l'ensemble du Québec.
- Le PIB par emploi atteint 143 615 \$, soit 25 % au-dessus de la moyenne québécoise.
- La population régionale diminuera de 3,3 % d'ici 2050, alors que celle du Québec augmentera de 9,4 %.

Le rapport complet est disponible en [ligne](#).

LA CONFÉRENCE DES PRÉFETS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

La Conférence des préfets de l'Abitibi-Témiscamingue (CPAT) regroupe la Ville de Rouyn-Noranda et les quatre territoires de MRC de la région, qui compte 148 500 habitants et se compose de 63 municipalités. L'organisme se positionne depuis 2015 comme le principal interlocuteur régional pour les gouvernements fédéral et provincial. La CPAT documente, se positionne et fait la promotion active des intérêts de la région de l'Abitibi-Témiscamingue dans une perspective de développement durable et d'occupation dynamique du territoire.

Source

Conférence des préfets de l'Abitibi-Témiscamingue

Pour tout renseignement

Maxime Bordeleau
Coordonnateur, TACT
Cellulaire : 819 698-3105
mbordeleau@tactconseil.ca